



LA MONDIALISATION A ENGENDRÉ UNE CONFLICTUALITÉ PERMANENTE.

Par Raphaël CHAUVANCY

Compétition, contestation et affrontement

jeudi 30 décembre 2021, par [CHAUVANCY](#)

Raphaël Chauvancy (1) nous propose une lecture réaliste des rapports internationaux : « le moteur des sociétés est la quête de la puissance », un jeu à somme nulle, très éloigné de la lecture béate de la mondialisation heureuse. « Les idéalistes ne cessent de se heurter à la réalité machiavélienne. Les rapports de force sont la mesure du monde. »

L'auteur replace les grands conflits et zones de tension actuelles (Afghanistan, Syrie, Aukus etc...) dans le nouveau système stratégique mondial. La multipolarité accroît indéniablement les affrontements. On lira avec intérêt les grandes différences de culture stratégique (Chine, Etats-Unis, Russie etc...). Dans ce maelstrom, une grande interrogation demeure sur la gestion de la sécurité européenne (Comment ? Avec qui ? Quelle défense européenne ?)

On ne manquera pas de mettre en perspective, cet entretien détaillé avec les deux interviews de Jean Vincent Holeindre (2) et Bertrand Badie (3). Les positions sont en partie divergentes mais l'on voit bien aujourd'hui, qu'il n'y a plus de polarisation, ni de puissance unique qui puisse organiser l'ordre international. Les alliances sont désormais instables. B. Badie retrouve ainsi depuis plusieurs ouvrages l'approche du grand sociologue Emile Durkheim. La dimension essentielle de la tectonique des plaques internationales, est désormais celles des sociétés, du social et de l'humain.

(1) **R. Chauvancy**, officier supérieur des troupes de marine est actuellement détaché auprès des commandos britanniques. Il est parallèlement en charge du module « intelligence stratégique et politiques de puissance » de l'Ecole de Guerre Economique. Il concentre ses recherches sur les problématiques stratégiques et les nouvelles conflictualités.

(2) « **La ruse et la force au coeur des relations internationales contemporaines.** » J.V. Holeindre est Professeur de Science Politique à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et rattaché au Centre Thucydide.

(3) « **L'intersocialité au coeur des dynamiques actuelles des relations internationales** ». B. Badie est Professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris et enseignant-chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI).



INTERVIEW EXCLUSIVE de Monsieur R. Chauvancy pour GeopoWeb

GEOPOWEB. L'idée de guerre économique et de puissance sont au cœur de vos travaux. Comment les définissez-vous ?

Le moteur de toutes les sociétés développées depuis l'antiquité est la quête de la puissance. C'est ainsi qu'elles s'affirment, se protègent, contrôlent l'espace, maîtrisent les éléments, se perpétuent et élaborent enfin une cosmologie propre.

La puissance ne se confond pas avec la force, comme on le lit trop souvent. Elle est une relation multiforme et synergétique. Tenant compte de la nécessité, la puissance est l'effet de la projection dans le temps d'une volonté stratégique raisonnée sur l'environnement humain, politique, social, économique, géographique et culturel.

Le jeu des puissances se fait à somme nulle, car il est une relation comparative. Par ailleurs, le champ des activités humaines s'élargissant, une puissance qui ne progresse pas régresse mécaniquement. C'est pourquoi la puissance ne peut être pensée en dehors des conditions de son accroissement, donc d'un cadre

de compétition au mieux, conflictuel au pire.

La guerre économique est une des principales expressions contemporaines du choc entre les puissances. Loin de se limiter aux expressions paroxysmiques du blocus ou des guerres douanières, elle consiste à enfermer ses rivaux dans un échec de dépendances économiques tout en cherchant s'en préserver soi-même au maximum. Les conquêtes et la valorisation des domaines économiques ont ainsi largement supplanté celles des territoires. La mondialisation a multiplié les menaces comme les opportunités, conduisant à ce que Christian Harbulot appelle les guerres économiques systémiques.

2. GPW. Quels sont les nouveaux moyens de la panoplie guerrière ? Le risque de guerre est-il plus important comme le pensent certains observateurs (Francois Heisbourg) ?

Une erreur commune consiste à réduire la guerre à l'homicide militaire. Or tuer n'est pas une fin en soi. C'est un moyen parmi d'autres pour réduire un groupe capable de concevoir et de conduire une volonté stratégique à une collection d'individus impuissants.

Le chef d'état-major des armées, le général Burkhard estime que *le cycle binaire guerre-paix est désormais caduque*. La mondialisation a engendré une conflictualité permanente qui prend trois formes distinctes : la compétition, la contestation et l'affrontement.

La première correspond à ce que les Anglo-Saxons nomment le *political warfare*, c'est-à-dire une guerre couverte portant sur les structures sociales et cognitives ; on peut le traduire par « guerre par le milieu social » (celui-ci étant entendu comme l'ensemble des interactions humaines qui constituent une société) ou GMS.

La seconde est celle des *guerres hybrides et de la coercition grise*, où l'emploi de proxys permet d'agir en deçà du seuil de l'engagement par le feu.

Enfin, *l'affrontement* prend la forme classique de l'affrontement militaire.

Dans ce contexte, le véritable défi pourrait être d'identifier la courte liste de ce qui ne relève pas de la panoplie guerrière.

Pour en revenir à la guerre militaire stricto sensu, le risque est incontestablement plus élevé aujourd'hui qu'au début du siècle. La décision de l'Azerbaïdjan de trancher par les armes son différend avec l'Arménie ou les incursions militaires turques dans l'espace maritime grec l'illustrent. La faiblesse militaire de l'Europe est une véritable incitation à bousculer ses intérêts de la manière la plus simple, par les armes. Athènes a également pu mesurer l'inutilité des garanties des Etats-Unis comme de l'OTAN lors de sa crise avec Ankara.

3. GPW. Validez-vous l'idée que les relations internationales sont d'abord des rapports de force internationaux, de pouvoir etc., donc la victoire de Machiavel ?

Les idéalistes ne cessent de se heurter à la réalité machiavélienne. Les rapports de force sont la mesure du monde.

Les grandes utopies ou les religions qui ont réussi à marquer l'histoire de leur empreinte l'ont compris. Les autres se sont effacées sans laisser de traces. Sans les guerriers de Clovis, la France ne serait probablement pas restée catholique. La révélation de Mahomet a été portée par le sabre. Les croyances dites woke contemporaines ne seraient rien sans la puissance financière de la Silicon Valley et le soutien de certaines agences américaines.

Même l'essor contemporain de la société civile n'échappe pas à la règle des rapports de force. On ne peut pas distinguer la société de la puissance qui en est l'expression, ni l'exempter du jeu des rapports de force. Les idées, les structures sociales, l'organisation économique, les références culturelles, les politiques d'éducation, les repères moraux etc. s'y intègrent pleinement. Les Britanniques l'ont compris. Leur nouvelle stratégie dans la compétition globale est celle d'une « *whole of society response* ». La société elle-même ne se distingue plus des instruments régaliens de la puissance à l'heure des nouvelles guerres systémiques ouvertes ou couvertes.

4. GPW. Faut-il parler d'un « retour de la menace » ou bien la guerre est-elle un éternel anthropologique ?

« La guerre est la mère de toute chose » disait Héraclite. Ses formes évoluent en fonction des rapports de force. La paix est-elle un idéal ou un mirage ? Elle n'a en tout cas jamais été l'état normal d'aucune société.

Il semble bien que le moteur des relations humaines soit la recherche de la puissance individuelle et collective. C'est elle qui pousse l'homme à comprendre, à concevoir, à agir et à réaliser ses projets. C'est encore elle qui l'entraîne à repousser ses limites. Cette flamme prométhéenne a pour contrepartie une insatisfaction permanente et une conflictualité systémique. Le désir insatiable et la guerre sont à la fois le secret et le tourment de notre l'humanité, comme les Anciens l'avaient pressenti.

5. GPW. Qui est l'ennemi aujourd'hui ? Peut-on le nommer ? Comment s'y retrouver dans le vocabulaire de la menace (ennemi étatique, risques, menaces, adversaire potentiel etc...) ? La surcharge de vocabulaire guerrier (guerres invisibles, économique, contre le terrorisme, juridiques avec l'extraterritorialité etc...), n'est-elle pas une erreur ?

L'ennemi est celui que l'on affronte directement par le feu. Les Européens ont beaucoup de mal à accepter la notion d'ennemi. En France même, il est révélateur que nous prétendions faire la guerre au « terrorisme », qui est un mode d'action et ne désigne personne, plutôt que d'assumer notre engagement militaire contre les groupes islamistes. Refuser de les nommer, c'est refuser de les comprendre et de les vaincre. Les islamistes sont des ennemis.

Mais dans le nouveau système stratégique mondial l'ennemi est souvent plus insidieux. Dans un contexte de contestation, il prend le masque de l'adversaire avec lequel se joue une partie faite d'opposition, de lignes rouges et de compromis partiels. La Chine ou la Turquie sont des adversaires.

Enfin, la compétition globale est une jungle où les coups sont portés tous azimuts. Elle ne connaît pas d'alliés, que des acteurs, Etats ou organisations diverses, qui défendent leurs intérêts. *L'âge des alliances inconditionnelles est révolu.* Elles ne sont plus que de circonstances et parfois à front renversé. Les Etats-Unis nous l'ont rappelé cruellement en balayant sans états d'âme nos intérêts industriels et géopolitiques dans le Pacifique en signant le traité AUKUS. Les Allemands nous le montrent tous les jours, que ce soit dans l'affaire du SCAF ou sur la question du nucléaire civil.

Le monde multipolaire qui a émergé au cours de la dernière décennie est à la fois plus libre et plus conflictuel que celui de l'hégémonie unilatérale américaine qui a suivi la chute du mur de Berlin. Les collaborations et les contacts entre nations sont plus nombreux et plus éphémères. L'affirmation des identités et des intérêts nationaux prend les Européens à contrepied. *Ils ont cru de bonne fois au mythe de la fin de l'histoire et du village global* qui répondait à leur besoin de sécurité matérielle et psychologique. Il leur est dur de découvrir un monde d'ennemis, d'adversaires et de rivaux.

Nous cherchons à réduire l'autre à une simple extension de nous-mêmes par peur de la confrontation et des remises en cause qu'elle implique. Nous sommes même prêts à renoncer à notre identité en espérant que l'autre fasse de même et qu'à ce prix nous évitions des conflits que nous ne savons plus mener et encore moins gagner. Malheureusement, l'autre ne cherche pas l'indifférenciation. Il poursuit des objectifs propres qui peuvent être de nous supplanter.

Morgenthau disait que le pacifisme était le fruit de l'ignorance et que si connaissions mieux les autres nations et leurs arrière-pensées, les guerres éclateraient plus tôt et plus souvent. De fait, en développant nos capacités en termes d'interculturalités, c'est à dire en apprenant à voir le monde avec les yeux de l'autre en nous glissant dans ses propres modes de représentation, nous verrions sans doute qu'il est difficile de s'entendre avec la Chine totalitaire, que les islamistes ne sont pas que des frustrés mais des ennemis plus conscients qu'on ne veut bien l'admettre, que nos alliés américains nous aimeraient plus soumis et ne reculons devant aucun moyens pour y parvenir, que nos amis européens ont une vision de leurs fins dernières nationales qui n'est pas toujours compatible avec la nôtre.

Dans ces conditions, l'emploi pléthorique du mot guerre correspond à une prise de conscience progressive et salutaire. La guerre normative, la guerre culturelle, la guerre économique etc... sont les différentes facettes de la GMS dans un monde qui ne connaît plus la paix.

6. GPW. Validez vous le terme « guerre froide » dans le contexte actuel ? L'interdépendance économique réduit-elle le risque de guerre ?

La Guerre Froide correspond à une situation historique donnée. L'analogie est rassurante parce qu'elle se rapporte à des événements connus dont le happy end autorise tous les espoirs.

Mais la situation est différente. Le contexte n'est plus bipolaire, il est celui de la multipolarisation du monde et de la compétition globale.

En 1914, les économies européennes étaient très largement interdépendantes...

L'interdépendance économique n'empêche pas l'affrontement militaire et ne fait qu'exacerber la guerre économique. N'oublions pas non plus que les interdépendances ne sont jamais également réparties. Elles ne font que complexifier les rapports de force.

7. GPW. Comment garantir la sécurité en situation asymétrique ?

La sécurité consiste à pérenniser la capacité d'un corps collectif à subsister et à défendre ses intérêts de manière autonome.

A ce titre, un pays comme la France se trouve dans un rapport du fort au faible face aux groupes djihadistes sahéliens mais du faible au fort en termes économiques par rapport aux Etats-Unis ou à la Chine.

Dans un rapport du fort au faible, la force ne doit pas faire oublier les voies de la puissance, qui sont multi-domaines et indirectes. Dans tous les cas, la priorité est de définir des objectifs réalisables et de concentrer ses efforts sur l'essentiel, en réalisant les concessions nécessaires et en portant l'accent sur l'ingénierie sociale et informationnelle pour créer les conditions d'acceptation d'une solution négociée. En Algérie, la victoire militaire totale des forces françaises en 1962 a eu le même effet que Dien Bien Phu. Parce que le maintien du lien colonial n'était pas réaliste alors qu'il aurait été possible de préserver les intérêts de la minorité d'origine européenne et les liens transméditerranéens en accordant l'indépendance en 1958. Combien les deux pays en auraient tiré avantage ! Les Américains ont commis la même erreur en Irak. La grande difficulté est de ne pas être prisonnier de la guerre mais de garder en vue ses objectifs stratégiques.

Dans un rapport du faible au fort, les stratégies subversives ont fait leur preuve. Il est plus facile de conserver l'initiative lorsque l'on s'attaque à une entité

plus forte, conservatrice par définition puisqu'elle cherche à préserver sa situation dominante. Elle est également moins souple et moins apte à se remettre en cause. Il est possible de prendre l'ascendant par la méthode de la surprise permanente qui use l'adversaire, le déstabilise et finit par provoquer sa lassitude.

En dernier recours, la guerre est un choc de volontés. Le protagoniste le moins déterminé ou le moins constant est appelé à se soumettre.

Quels que soient les rapports de force initiaux, quiconque renonce aux voies de la puissance renonce à exister en tant qu'entité stratégique, c'est-à-dire en tant que collectivité unie par une communauté de destin.

8. GPW. Quel est votre regard sur l'Afghanistan, la Syrie etc... ? Un déclin de l'Occident ?

Entendons-nous d'abord sur le terme d'Occident. L'expression est utilisée depuis l'après-guerre pour désigner d'un bloc le leader américain et ses protectorats européens, dépourvus d'autonomie stratégique faute de moyens et de volonté. L'Occident est tombé avec le mur de Berlin. Si la subordination stratégique du vieux continent au nouveau subsiste, la communauté d'intérêts face à la menace directe soviétique a disparu, lui retirant toute légitimité.

En Afghanistan, les nations européennes ont fait étalage de leur faiblesse. Initialement, les Américains ne voulaient d'ailleurs pas d'elles sur ce théâtre. Elles ont insisté, imaginant renouer avec la démonstration militaire de la première guerre du Golfe. Quand le conflit s'est durci, elles ont soigneusement évité les opérations de combat, enfermées dans leurs camps quand elles n'achetaient pas la paix dans leur secteur en payant les Talibans. Elles ont prouvé au monde qu'elles n'avaient ni capacités matérielles, ni expérience opérationnelle, ni résilience face à la mort. Seuls les Britanniques et les Français ont fait exception.

Du côté américain, le bilan afghan est plus mitigé. Des sommes astronomiques ont été dilapidées en pure perte, si ce n'est pour rappeler que la force militaire ne devait pas être confondue avec la puissance et que le volontarisme avait ses limites. En revanche, Washington a donné une preuve éclatante de ses capacités militaires uniques. Quelle autre puissance aurait pu consentir un tel effort pendant vingt ans et même réussir l'exploit logistique d'un retrait en des délais extraordinairement contraints ? Qui songerait à un affrontement conventionnel ouvert face à une telle armée ? Le retrait d'Afghanistan est une blessure d'amour-propre qui devrait vacciner les Américains contre *l'hyper-extension de leurs interventions* et les pousser à concentrer leurs efforts, il ne change rien à leur puissance globale.

La situation en Syrie est complexe. La France y a manqué de prudence. Les rodomontades du président Hollande menaçant le régime syrien de frappes aériennes puis se rétractant devant le refus américain est un des pires fiascos de notre politique étrangère. La France a voulu jouer aux grandes puissances dans une de ses anciennes sphères d'influence. Elle s'est vue ramenée cruellement au statut que lui confèrent ses moyens réels : on l'écoute au Mali parce que ses moyens d'action y sont sans équivalent, en Syrie, elle n'est pas un acteur de premier rang. Les autres nations européennes sont inexistantes sur le dossier. On notera la prudence américaine sur le dossier et la remarquable action des Russes qui ont dû s'insérer dans le jeu pour y défendre leurs intérêts.

De manière générale, un monde multipolaire est un monde de frictions. L'émergence de nouvelles puissances régionales provoque inéluctablement le déclin relatif des anciennes puissances hégémoniques, comme les Etats-Unis. A contrario, des marges de manœuvre pourraient s'ouvrir pour une puissance moyenne globale comme la France, à condition d'agir prudemment, en fonction de ses moyens. Il n'est rien de plus nuisible que d'afficher des prétentions que l'on n'a pas les moyens de soutenir.

9. GPW. Quelles sont les grandes différences de culture stratégique entre les trois grands (Russie, Chine, Etats-Unis) ?

Avec la *doctrine Gerasimov*, du nom d'un de ses chefs d'état-major, la Russie dispose d'une doctrine d'action indirecte et d'utilisation des proxys dont l'efficacité a été démontrée en 2014 en Crimée. D'autre part, elle maintient son statut de grande puissance grâce à ses forces armées conventionnelles et nucléaires. La Russie n'a donc d'autre choix que de les mettre en scène lors de gigantesques exercices militaires, qui sont moins des provocations que le rappel et la mise en valeur du principal atout d'un Etat sur la défensive. Elle cherche d'ailleurs à faire de son complexe militaro-industriel le moteur de sa réindustrialisation. Elle a également hérité de l'Union soviétique le principe de non-distinction entre la guerre et la paix. Ceci dit, Moscou a perdu son principal outil d'influence extérieur avec la chute du communisme. Le modèle russe ne dispose plus de pôle d'attraction significatif sur les opinions publiques de ses rivaux. Un modèle peu attractif et un PIB inférieur à celui de la Corée du Sud limitent ses prétentions. En dehors de son environnement proche, ses moyens d'action sont relativement limités mais lui permettent néanmoins d'exploiter intelligemment les faiblesses ou la naïveté de ses rivaux, comme on peut le voir en Afrique.

La culture stratégique chinoise est essentiellement couverte. Elle a notamment assimilé la pensée stratégique de Mao, inscrite dans la constitution. Sa théorie des contradictions suppose une analyse discrète et minutieuse des forces et faiblesses de l'ennemi et notamment de ses points de tension internes, les « contradictions ». Leur exploitation permet d'initier un processus de dislocation interne de la cible et met en place les conditions structurelles de la victoire. Le coup de boutoir final n'est que le couronnement de cette approche bien plus stratégique que tactique. Consciente de l'atout que peut présenter sa masse, la Chine compte aussi sur la stratégie de la saturation. Pendant la guerre de Corée, elle a ainsi tenu en échec les Américains, au prix de pertes dix fois plus élevées. En mer de Chine, Pékin accumule et concentre aujourd'hui des moyens destinés à saturer les capacités qualitativement supérieures de Washington. Le but est d'ailleurs sans doute moins de se mettre en situation de gagner un affrontement direct que de décourager les Américains de s'y risquer et, plus encore, de finir par convaincre les Taïwanais eux-mêmes de négocier un rattachement présenté comme inéluctable en raison de la bascule progressive des rapports de force. *La Chine utilise également la coercition grise et les proxys pour avancer ses pions.* Plus que la coercition, elle cherche à mettre en place

des liens de dépendance structurelle. S'il y a une chose à mettre au bénéfice de la présidence Trump, c'est d'avoir enfin compris que les objectifs de Pékin étaient « d'accroître la puissance globale de la Chine », selon les mots de Xi Jinping, et de l'avoir forcé à afficher ses ambitions prématurément. La Chine totalitaire est perçue comme une menace par ses voisins et une banque peu regardante par les nations en voie de développement. Il n'est pas certain qu'elle apparaisse véritablement comme un modèle.

La culture stratégique américaine est ambivalente. Elle est une culture de l'affrontement direct et du combat frontal. Guerres indiennes, guerre de Sécession, conflits mondiaux et interventions récentes illustrent une conception manichéenne de la guerre caractérisée par la criminalisation de l'ennemi. On ne négocie pas avec le mal, on l'éradique. D'où une grande difficulté à accepter des solutions de compromis, assimilées à des compromissions, et les mécomptes qui en découlent. L'Amérique a une capacité sans équivalent à mobiliser ses gigantesques ressources en cas de nécessité. Ses défaites expéditionnaires ne doivent pas faire oublier qu'à chaque fois que ses intérêts vitaux ont été en jeu, elle a fini par écraser ses rivaux.

Les Etats-Unis ont également développé des capacités d'action indirectes de soft power et d'influence qui vont bien au-delà de ce qu'on se représente communément en France. *Le political warfare*, défini en 1948 par Georges Kennan, consiste ainsi à agir insensiblement sur les structures sociales et cognitives de la cible. Le plus grand succès de cette approche offensive est l'américanisation en profondeur de l'Europe qui a conduit à sa stérilisation stratégique. La principale faiblesse de l'Amérique est aujourd'hui son extrême polarisation. Le rêve américain en pâtit sans doute mais aucun rêve européen, russe ou chinois n'est capable de le remplacer pour l'instant, et le pouvoir d'attraction américain demeure sans équivalent. *La particularité de la culture stratégique américaine réside dans la combinaison du hard et du soft power, le « smart power ».*

10. GPW. Finalement la démocratie pacifiée peut-elle penser la guerre ?

Une démocratie pacifiée a-t-elle un sens ? Est-elle plus qu'un mot ? Elle est consubstantielle au culte du progrès et à l'idée de liberté, deux idées très peu pacifiques. La démocratie n'est pas la paix mais une forme consensuelle de régulation de la guerre sociale.

Elle repose sur la controverse, certes, mais aussi sur l'acceptation des différences au sein de sa propre communauté, grâce au sentiment que ce qui relie chacun à ses concitoyens est plus important que ce qui l'en sépare. C'est ce qui rend une défaite électorale acceptable. L'opposant politique n'est pas un ennemi ; ses propositions peuvent être combattues, elles n'en sont pas moins reconnues comme légitimes.

La démocratie ne peut enfin exister que dans une société ouverte dont le pivot est la liberté de penser. Sans le droit de débattre sans se sentir offensé, d'opposer la raison aux croyances, de confier l'avenir d'une communauté au suffrage de ses citoyens elle n'est qu'un mot. *Or nous assistons à la multiplication des interdits moraux dans le débat public, à la dislocation des identités et à la subordination du pouvoir politique aux pouvoirs normatifs privés, publics ou supranationaux.*

Notre société est-elle encore véritablement une société ouverte ? Notre démocratie a-t-elle encore un sens ? Une démocratie apaisée n'est-elle pas le synonyme d'une démocratie dévitalisée ?

Leur dynamisme, leur créativité, leur cohésion interne et leur confiance en eux ont permis aux régimes démocrates de combattre et de vaincre toutes les formes d'organisations politiques autoritaires, totalitaires ou anarchistes rivales. Peut-être ne savons nous tout simplement plus penser la guerre parce que nous ne sommes plus réellement démocrates.

11. GPW. Le Brexit bouscule-t-il la sécurité de l'Europe ? Quel type d'alliance avec l'Allemagne ? L'Aukus : une nouvelle alliance qui laisse de côté l'Union ?

L'Union Européenne n'existe ni en termes géopolitiques, ni en termes militaires. A ce titre, le Brexit est un facteur neutre. Les deux seules puissances militaires européenne crédibles, la France et le Royaume-Uni, demeurent liées par les accords bilatéraux de Lancaster, signés en 2010. Le coup de froid actuel sur les relations entre Londres et Paris ne change structurellement rien à cette réalité.

L'AUKUS marque certes un rapprochement entre les nations anglo-saxonnes, mais est-ce une nouveauté ou une surprise ? Cette alliance laisse évidemment de côté l'UE, que personne ne prend au sérieux dans le domaine de la sécurité - qui est aussi celui de la realpolitik. Le seul succès européen est celui de l'engagement des forces spéciales de plusieurs de ses membres dans le cadre de l'opération Takuba au Mali. Seulement, il ne s'agit pas tant d'une opération européenne que d'une opération limitée entre nations européennes que la France a voulu placer sous la bannière de l'UE.

Au grand dam de Paris, qui souhaiterait en faire son partenaire privilégié pour affirmer l'autonomie stratégique de l'Europe, l'Allemagne est un non-acteur en termes de sécurité. Pire encore, Berlin n'a jamais réussi à compter parmi les puissances responsables contribuant à la stabilité internationale. Elle est passée d'un idéal militariste à un idéal pacifiste, aussi déconnectés l'un de l'autre de la réalité des rapports de force d'une part. D'autre part, l'Allemagne n'a jamais su sacrifier ses intérêts immédiats au maintien de l'équilibre international ou à une vision stratégique à long terme. On le voit aujourd'hui sur le plan économique. Il est difficile de changer la culture stratégique d'un pays. Pourtant, à côté de la Chine, du bloc anglo-saxon et des géants émergents que sont l'Inde ou le Brésil, la seule chance pour les nations d'Europe continentale est d'unir leurs forces autour de Paris et Berlin. Les Allemands sauront-ils le comprendre à temps ? Si ce n'est pas le cas, au lieu de le leur reprocher, peut-être les Français devraient-ils changer leur manière de présenter leur projet pour le rendre désirable ou acceptable à leurs voisins, c'est-à-dire d'utiliser leur capacités d'influence pour faire évoluer leurs perceptions.

12. GPW. « Penser la guerre », n'est-ce pas réintroduire une dimension de souveraineté et donc remettre en question au moins en partie le tout-libéral ? Le débat sur la souveraineté dans un monde d'interdépendance n'est-il « un serpent de mer » à chaque élection ?

La souveraineté est la capacité d'un groupe à concevoir et poursuivre ses intérêts stratégiques propres. C'est-à-dire à penser la guerre. Un peuple qui n'est capable ni de la penser, ni de la conduire, accepte le protectorat d'une autre puissance.

Les interdépendances croisées ne remettent aucunement en cause la notion de souveraineté. Seulement, elles entrent dans une vision stratégique afin de ne consentir que des dépendances superficielles. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde etc... cherchent tous à réduire leurs dépendances critiques. Même l'Europe semble enfin prendre en compte cet enjeu crucial. Certaines dépendances hypothèquent l'avenir. D'autres, au contraire, procurent des marges de manœuvre en libérant des forces dans des domaines essentiels. Le jeu consiste à s'assurer de la plus large liberté de mouvement possible tout en entravant ses rivaux.

Si les échanges internationaux ont encore de beaux jours devant eux, le libéralisme est mort. Le développement des échanges économiques n'a pas mis fin à la guerre comme il le proclamait, au contraire. Les pays cherchent désormais à accroître leur puissance par l'économie qui est l'objet de compétitions, de contestations et d'affrontements. D'autre part le postulat selon lequel le développement de l'économie conduisait à la démocratie s'est révélé faux. La Chine totalitaire est sur le point de devenir la première puissance économique mondiale tandis que les îles du Cap-Vert, dont 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, connaissent l'alternance démocratique d'une démocratie représentative.

Attention cependant à la notion de souveraineté, ce mot-valise dont on se demande parfois ce qu'il renferme. Si c'est un refuge pour refuser les inéluctables bouleversements du monde ou l'autre mot de la nostalgie des temps qui ne reviendront plus, elle est une illusion dangereuse. La souveraineté sans la puissance n'est qu'un repli frileux.

13. GPW. Le projet de défense européenne et/ou la boussole stratégique, peuvent-ils se concrétiser et permettre de desserrer la prise en étau de l'Union ?

Tout dépend par ce qu'on entend par *la défense européenne*. Une armée européenne unifiée est une chimère à laquelle, heureusement, plus grand-monde ne croit. Même l'idée de créer une capacité européenne autonome de déploiement rapide a peu de chance de passer de la théorie à la pratique. Il est peu probable qu'un « corps européen », entravé par les différences en termes d'équipements, d'approches opérationnelles et de restrictions nationales (les CAVEAT) puisse jamais faire beaucoup mieux que de distribuer des packs d'eau dans un cadre humanitaire.

L'efficacité ou l'utilité de la boussole européenne ne doivent pas être surestimées mais les déclarations de M. Josep Borell appelant l'Union à passer au hard power révèlent un changement de mentalité dont on ne peut que se réjouir.

Surtout, certaines initiatives concrètes peuvent servir de catalyseur de puissance pour les nations qui composent l'Union.

Le concept de « *présence maritime coordonnée européenne* » permet ainsi de pallier les formats contraints des marines européennes et d'assurer une présence permanente dans des zones d'intérêt maritimes définie par le Conseil de l'Union. Menée avec succès dans le Golfe de Guinée, l'expérience pourrait se renouveler dans la zone indopacifique.

Sur le plan militaro-industriel, *la Coopération Permanente Structurée (PESCO)* facilite la coordination entre nations volontaires autour de certains projets Défense.

Cette approche par mutualisations différenciées, à la fois réaliste et efficiente, est le meilleur moyen de construire l'Europe de la Défense en pérennisant ses structures technologiques et en optimisant les ressources insuffisantes de ses forces armées.

La Défense européenne ne se développera cependant que si les Européens parviennent à résoudre le problème de leur désarmement moral, lié à une véritable mentalité insulaire. Ils se croient isolés des problèmes du monde et n'ont à ce jour ni la volonté, ni la résilience nécessaire pour faire face aux périls qui montent. L'Union ne pourra desserrer l'étau que vous évoquez qu'en retrouvant les bases de ce que l'amiral Castex nommait le « moral stratégique ».

14. GPW. Populisme intérieur, menaces et arrogance des régimes autoritaires etc... Pourquoi nos sociétés libres et riches ne portent-elles plus le fer de lance de la modernité ?

Peut-être la réponse figure-t-elle dans la question. Nos sociétés « libres et riches » ont tout. Elles estiment plus ou moins consciemment qu'elles ont désormais plus à perdre qu'à gagner de l'évolution du monde. Elles n'aspirent pas à améliorer leur situation mais à la geler pour préserver leurs avantages acquis. En perdant confiance en elles et en l'avenir, elles ont renoncé à la capacité de porter la modernité.

Tout changement est une rupture de l'ordre et des équilibres établis, c'est-à-dire une forme de contrainte et de guerre sociale. Or, la modernité s'est constituée sur la valorisation du changement en tant que tel. Dès lors qu'une société le refuse, elle se condamne à être distancée, dépassée.

L'Europe a engendré les grandes Révolutions religieuses, industrielles, intellectuelles ou sociales depuis le XVI^e siècle. Elle avait toujours un temps d'avance

sur ses rivaux puisqu'elle provoquait elle-même les changements qui les plaçaient en déséquilibre et en réaction.

Cette époque est révolue. Quelques changements sociétaux ne changent rien au fait que les nations européennes sont devenues conservatrices. Elles subissent désormais l'initiative d'acteurs plus dynamiques, audacieux et agressifs. Elles ne dirigent plus le courant du progrès mais le subissent.

La plupart des populismes de droite ou de gauche partagent la même peur d'un monde qui change, qu'ils ne comprennent pas et qu'ils sont incapables de dominer. Ils sont révélateurs d'une crise de conscience particulièrement grave et, quelque part, de la perte de l'esprit révolutionnaire au profit d'une nostalgie sans retour ou d'un nihilisme désespéré.

15. GPW. En définitive, les hommes font-ils l'histoire ou bien est-ce l'inverse ?

L'homme est un animal historique, c'est-à-dire un être social projeté dans le temps. Les influences reçues et exercées dépassent les bornes de l'individu éphémère. Elle se mêlent et s'entrecroisent inégalement.

Les hommes font l'histoire lorsqu'ils en comprennent les ressorts et les dominent. S'ils se contentent de poursuivre leurs rêves et leurs croyances, ils deviennent les esclaves de forces qui les dépassent. Ils se soumettent sans le savoir à la fatalité, et se contentent d'occuper l'espace au lieu d'entrer dans l'histoire en la forgeant.

Toutes les générations connaissent la même alternative : agir ou subir.

Raphaël Chauvancy, le 22 décembre 2021